

Etat "dealer" ou simplement lucide ?

Autor(en): **Klein, Sylviane**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **82 (1994)**

Heft 9

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-286987>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Etat «dealer» ou simplement lucide?

*Une expérience zurichoise de distribution d'héroïne donne de bons résultats.
Mais les avis divergent.
Une enquête relève des lacunes dans l'information.*

«**M**es «protégées» se prostituent moins, se remettent à travailler, ne se livrent plus à des activités criminelles, résolvent leurs problèmes de logement et vont, psychologiquement, mieux». C'est l'avis du Dr André Seidenberg. Dans les locaux du Zürcher Opiatkonsum Lokal, il dirige une expérience de distribution d'héroïne et de méthadone à une cinquantaine de toxicomanes. Dans un bilan intermédiaire, le Dr Seidenberg se montre satisfait. Cette expérience, conduite avec l'aval des autorités zurichoises, a commencé le 10 janvier de cette année en accord avec les jeunes femmes concernées. Au départ, il s'agissait de leur remettre de la morphine injectable. Mais il fallut très vite déchanter, la morphine causant des réactions cutanées et des abcès dangereux. Réactions quasi inexistantes lors d'injection d'héroïne. Ce projet, qui a connu le succès là où d'autres thérapies ont échoué, propose en parallèle des aides de réinsertion et des contrôles fréquents.

«Pour diminuer de deux tiers la scène ouverte de la drogue dans la région de Zurich, il faudrait avoir à disposition une douzaine de polycliniques spécialisées qui traiteraient 3000 à 5000 toxicomanes», explique le Dr Seidenberg dans une interview. On imagine les problèmes d'ordre organisationnel, technique, financier et politique qu'un tel projet peut soulever.

Lutter contre le sida

Le débat sur la drogue oscille aujourd'hui entre deux pôles: libéralisme ou répression. La Suisse romande ayant fortement marqué sa préférence à la seconde solution. Un affrontement qui paralyse l'action sur le terrain. Ce sont pourtant les villes les plus directement confrontées à ce problème qui se montrent aujourd'hui les plus libérales. Constat d'impuissance pour les uns, solution inévitable pour les autres.

A l'occasion d'une conférence internationale sur le sujet, qui se tenait à mi-octobre dans la capitale genevoise, une réponse du patron de la Santé de ce canton situe les désaccords qui existent à ce sujet. Même au bout du lac, les avis sont loin d'être unanimes. Alors que les praticiens spécialisés seraient disposés à franchir le pas de la distribution d'héroïne – afin de lutter efficacement contre le sida et de pouvoir toucher



De nombreux facteurs peuvent provoquer un état de dépendance chez les jeunes.

les toxicomanes réticents à la méthadone – Guy-Olivier Segond s'appuie sur la précarité du consensus politique pour refuser la dépenalisation et la distribution d'héroïne. Rappelons que la politique genevoise en la matière inclut l'échange des seringues et la distribution de méthadone, ce qui, déjà, en fait un exemple pour bien d'autres cantons.

Dans son discours d'ouverture, Ruth Dreifuss, après avoir commenté la ligne gouvernementale, a relevé la collaboration indispensable qui doit s'établir entre les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'action sociale, de la justice et de la police. Hélas, il faut reconnaître que la prévention connaît de sérieux échecs.

Parents angoissés

Si la Suisse romande présente une forte réticence à la libéralisation de la drogue, une étude publiée par l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxico-

manies (ISPA) démontre que ce sont également les Romands qui montrent le plus d'angoisse devant la probabilité qu'un de leurs enfants (entre 11 et 16 ans) n'atterrisse un jour sur la scène de la drogue. L'enquête menée auprès de 2000 parents par l'ISPA révèle que, parmi les plus angoissés, les Ro-

Femmes
S U I S S E S

le journal
des femmes
qui n'ont pas froid
aux yeux

mands sont largement en tête (44% des personnes interrogées), devant les Tessinois, 25%, et les Suisses alémaniques, 8%.

Relation de cause à effet? C'est également en Romandie que l'on trouve les plus grandes lacunes dans l'information. Or, relève l'ISPA, des parents mieux informés se comportent plus judicieusement envers leurs enfants et contribuent à la prévention. Mais, reconnaît l'Institut, cela ne suffit pas. Bien des facteurs liés au jeune lui-même, à la famille, au groupe, à la vie quotidienne ou à la société dans son ensemble peuvent jouer un rôle dans un comportement de dépendance. L'exemple des parents est primordial: *«Ils devraient pouvoir être critiques par rapport à leur propre consommation de drogues légales et être en mesure d'en parler ouvertement, sans tabous»*, souligne l'ISPA.

Dans l'ensemble, les parents aimeraient que la prévention des toxicomanies soit davantage abordée à l'école. Or, ces thèmes, comme celui de la santé en général, sont encore très peu évoqués par les enseignants. Les motifs invoqués? Horaires scolaires trop chargés, manque de formation, manque de matériel pédagogique.

Avant de condamner la politique zurichoise en matière de drogue, n'y aurait-il pas là, pour les élus romands, matière à plus de réflexion?

Sylviane Klein



ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE LAUSANNE

L'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)
met au concours le poste de

professeur-e en statistique

Les tâches d'enseignement comprennent des cours de base aux ingénieur-e-s de toutes les sections de l'EPFL, ainsi que les cours avancés destinés aux ingénieur-e-s mathématicien-ne-s. Un intérêt profond et un talent à enseigner à tous les niveaux universitaires sont requis.

On attend du nouveau-de la nouvelle-professeur-e qu'il-elle développe une importante activité de recherche dans un domaine de la statistique, tel que le calcul statistique pour l'environnement. Dans ses activités de recherche, il-elle collaborera avec d'autres unités de l'école.

Les candidat-e-s doivent avoir démontré leur aptitude à la recherche et à la direction de projets de haut niveau.

Les candidatures féminines sont particulièrement bienvenues.

Délai d'inscription: 31 janvier 1995.

Entrée en fonction: à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à la **Présidence de l'EPFL, CE-Ecublens, CH-1015 Lausanne.**

Toxicomanie: la faute à qui?

Toxicomanie: la famille en question. Quel rôle jouent la famille et la société dans la prévention des toxicomanies? Les 29 et 30 septembre dernier, de nombreux spécialistes en matière de drogue et de prévention se sont réunis à Bienne pour un séminaire traitant de la question.

Des deux jours de discussion, organisés par la Commission nationale suisse pour l'UNESCO et l'Office fédéral de la santé publique, il ressort que, quand bien même l'on arrive mieux à cerner les situations qui mènent à la toxicomanie, on est encore bien loin d'avoir trouvé les moyens d'y pallier.

«Pourquoi devient-on toxicomane?» La question ne demeure plus sans réponse. Un portrait-robot du consommateur devenu très rapidement dépendant a même été dressé lors du séminaire par Dominique Gros du Service genevois de la recherche sociologique.

L'analyse des processus d'entrée en toxicomanie relève que les éléments susceptibles d'accélérer cette transition peuvent être une rupture scolaire ou professionnelle, l'entrée précoce dans le monde du travail, un sentiment de solitude ou le manque d'un entourage plus présent, un sentiment de mal-être à l'époque des premières expériences de toxicomanie.

Ce constat rend évidemment difficile la suggestion de moyens concrets de prévention, puisque ce sont d'abord des problèmes de socialisation qui se trouvent posés. Il permet néanmoins de souligner la nécessité de se préoccuper prioritairement des personnes et des populations confrontées à des facteurs provoquant l'exclusion sociale, conclut Dominique Gros.

Dans le même ordre d'idée, Anne-Catherine Menétrey, de l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies, constate que l'apparition d'une toxicomanie ne peut s'expliquer que par une multiplicité de facteurs bien connus. *«Il se trouve cependant qu'ils ont une valeur explicative, et non une valeur prédictive»*, observe-t-elle.

Reste qu'il n'est guère possible de traiter de la prévention sans parler de la famille. De plus en plus éclatée, par les séparations et les recompositions d'une part, et d'autre part par l'éloignement des générations précédentes, la famille n'offre plus la même sécurité, les mêmes points de repère qu'autrefois. *«Or, estime Anne-Catherine Menétrey, le désarroi, la difficulté de se projeter dans l'avenir, et, partant, la tendance à vivre dans l'immédiateté sont probablement des facteurs de*

risques par rapport à la consommation de drogues. Cela dit, il reste clair que le plus grand facteur de risques dans la famille réside dans la manière dont peut, ou ne peut pas, se réaliser l'autonomisation des jeunes.» Du point de vue des parents, les premiers interpellés par le thème du séminaire, on attend plus de l'école. Présidente de l'Association vaudoise des parents d'élèves, Laurence Martin constate: *«Aujourd'hui, les parents veulent que leurs enfants reçoivent à l'école des outils pour définir les priorités et gérer les multiples problèmes de la vie dans la société moderne. Par ailleurs, ils demandent à être associés à la recherche de solutions préventives.»*

Concrètement, les demandes de l'Association des parents d'élèves (APE) sont trop exigeantes pour que l'école, à elle seule, y réponde. Laurence Martin le consent. Cependant, les souhaits émis par l'APE s'insèrent dans un projet de société mieux adapté à l'évolution actuelle, où les familles ne seraient plus seulement considérées comme coupables, mais soutenues dans l'exercice de leurs responsabilités.

Nicole Hager